



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DU LOIRET
ARRONDISSEMENT DE PITHIVIERS
CANTON DE MALESHERBES

MAIRIE DE MONTLIARD

Envoyé en préfecture le 02/02/2026

Reçu en préfecture le 02/02/2026

Publié le

ID : 045-214502155-20260129-D2026_01-DE

Berger
Levrault

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL du 29 Janvier 2026

Nombre de membres		
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote
11	6	8

Vote	
A l'unanimité	
Pour :	8
Contre :	0
Abstention :	0

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Préfecture du Loiret

L'an 2026, le 29 Janvier à 18:00, le Conseil Municipal de la Mairie de Montliard s'est réuni à la Mairie, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. BEAUDEAU Didier, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles, l'ordre du jour et les notes explicatives ont été transmises par mail aux Conseillers Municipaux le 22/01/2026. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 22/01/2026.

Présents : M. BEAUDEAU Didier, Maire, M. FAZILLEAU Philippe, M. SEVIN Jean-Louis, M. SINIC André, M. MENEAU Gilles, M. MONTIER Tanguy

Excusés ayant donné procuration : Mme GUILLET Martine à M. FAZILLEAU Philippe, M. BERTRAND Charles à M. BEAUDEAU Didier

Excusé : M. LECARDEUR Jean-François

Absents : M. DEJARDIN Mathieu (arrivé à 18h30), M. PEGUY Thierry

Secrétaire de séance : M. SINIC André

D2026_01 – Prise en charge des dépenses d'investissement avant le vote du Budget Primitif

Vu l'article L. 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par la Loi n°2012-1510 du 29 décembre 2012 - art. 37 (V), qui prévoit que jusqu'au vote du budget primitif, l'ordonnateur (Maire) est en droit de mettre en recouvrement les recettes, d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de fonctionnement dans la limite des crédits inscrits au budget de l'année précédente.

Considérant que le Maire possède également le droit de mandater les dépenses de remboursement du capital de la dette venant à échéance avant le vote du budget primitif.

Considérant qu'enfin, **sur autorisation de l'assemblée délibérante**, il peut être autorisé à **engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite de 25 % des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent**.

Considérant qu'afin d'assurer une continuité de fonctionnement de la commune, entre le 01 janvier 2026 et le vote du budget primitif 2026, il est proposé d'autoriser le Maire à **engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite de 25 % des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, comme suit :**

Chapitre - libellé nature	Crédit ouvert en 2025	Crédits ouverts à hauteur de 25 % sur l'exercice 2026
Chapitre 21 - Immobilisations corporelles	27 000,00 x 25 % =	6 750,00 €
Compte 2111	2 000,00 x 25 % =	500,00 €
Compte 2158	21 000,00 x 25 % =	5 250,00 €
Compte 2188	4 000,00 x 25 % =	1 000,00 €
Chapitre 23 - Immobilisations en cours	8 500,00 x 25 % =	2 125,00 €
Compte 231	8 500,00 x 25 % =	2 150,00 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité :**

- **autorise** le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits repris ci-dessus, et ce, avant le vote du budget primitif 2026.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

Au registre suivent les signatures

Pour copie conforme :
En mairie, le 02/02/2026

Le Maire,
M. BEAUDEAU Didier

Le Secrétaire de séance,
M. SINIC André

